

DIRECTION DE L'AMENAGEMENT ET DE L'ENVIRONNEMENT

PÔLE ESPACES PUBLICS DE PROXIMITÉ

N/Réf. :2023-261_StéTerमतTPdévóieméntRéseauAsstAveValenceRD1532.

**ARRÊTÉ DE VOIRIE PORTANT
AUTORISATION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC 2023/261**

Objet : Occupation du domaine public routier métropolitain et de ses dépendances dans l'emprise du trottoir Est de l'avenue de Valence (R.D 1532), à hauteur du n°30. Installation de la base vie pour la réalisation de travaux de dévoiement du réseau d'assainissement public situé sous l'accotement Est de la chaussée. Société TERMAT T.P.

Le Maire de la commune de Sassenage, (Isère) ;

Vu les articles L. 2122-24, L. 2212-2, L. 2213-1 à L. 2213-6 du code général des collectivités territoriales ;

Vu les articles L. 2122-1 à 4, et R. 2122-1 du code général de la propriété des personnes publiques ;

Vu les articles L. 113-2 et R. 116-2 du code de la voirie routière ;

Vu les articles L. 411-1 et L. 412-2 du code des relations entre le public et l'administration ;

Vu le règlement de voirie approuvé par délibération du conseil municipal en date du 19 décembre 2007 ;

Vu la délibération du Conseil Municipal de Sassenage en date du 2 décembre 2010 relative aux droits de voirie ;

Vu le règlement général de voirie métropolitain au titre du pouvoir de police de la circulation et du stationnement, dispositions administratives et techniques applicables à compter du 1^{er} août 2018, approuvé par délibération du conseil métropolitain en date du 6 juillet 2018 ;

Vu l'arrêté municipal n° 2019-106 du 18 avril 2019 modifiant les limites de la partie agglomérée de la Commune de Sassenage ;

Vu la délibération du Conseil Municipal de Sassenage en date du 16 décembre 2019 portant modification du montant de certains droits de voirie;

Vu l'arrêté municipal n°2020-317 du 17 décembre 2020 par lequel le Maire de Sassenage s'est opposé notamment au transfert des pouvoirs de police municipale liés à la compétence voirie concernant notamment le pouvoir de police spéciale de la circulation et du stationnement ;

Vu l'arrêté municipal n° 2023-126 du 3 mai 2023 nommant Monsieur Hervé MADINIER en tant que conseiller municipal délégué, avec délégation de fonction du Maire dans les domaines du patrimoine, des bâtiments, des travaux et des mobilités ;

Vu la demande par laquelle la Société **TERMAT T.P sise 65, route des Béalières – 38 360 Noyarey, de procéder à l'occupation du domaine public routier métropolitain dans l'emprise du trottoir situé en bordure Est de l'avenue de Valence (R.D 1532) pour effectuer des travaux dévoiement d'une partie du réseau implanté sous l'accotement Est de la chaussée ;**

Ville de Sassenage
B.P. 31
38360 Sassenage
Tél : 04 76 27 48 63
Fax : 04 76 53 52 17
mairie@sassenage.fr
www.sassenage.fr

*Vu l'arrêté 2023-260 du 22 septembre 2023 qui interdit, notamment, la circulation des piétons sur le trottoir Est de l'avenue de Valence (R.D 1532), dans sa portion comprise entre le n°30 et la rue du 1 mars 1962, afin de permettre à la Société **TERMAT T.P sise 65, route des Béalières – 38 360 Noyarey** de procéder à la réalisation de travaux de dévoiement du réseau d'assainissement public implanté sous l'accotement Est de l'Avenue de Valence (R.D 1532);*

ARRÊTE :

Article 1 - Autorisation

La société **TERMAT T.P** est autorisée à occuper le domaine public routier métropolitain sur le trottoir Est de l'avenue de Valence (R.D 1532), à hauteur du n°30, afin de procéder à la mise en place d'une base vie à l'occasion des travaux de dévoiement d'une partie du réseau d'assainissement public implanté sous l'accotement Est de la chaussée de la R.D 1532. A charge pour le pétitionnaire de se conformer aux dispositions des articles ci-après. La surface occupée est estimée à 10 m².

Article 2 - Implantation

Le demandeur sera autorisé à utiliser la/les l'aire(s) mentionnée(s) à l'article 1 du présent arrêté. En aucun cas l'occupation accordée ne pourra se prolonger pour une durée supérieure à celle prévue dans le présent acte.

Article 3 - Date et durée

Cette occupation est autorisée **du 2 octobre 2023, 8h00, au 3 novembre 2023, 18h00, sur une emprise de 10m².**

Article 4 – Redevance

La présente autorisation est soumise à la perception de droits de voirie tels que figurés sur la présente délibération votée lors du conseil municipal en date du 16 décembre 2019, à savoir :

Tarifs droits de voirie :

Droit fixe pour chaque autorisation de voirie : 16.60 €

Encombrement du Domaine public :

Les deux premières semaines, par semaine et tranche de 10m² (toute semaine commencée est due en totalité) : 10.35€

Les quatre semaines suivantes, par semaine et tranche de 10m² (toute semaine commencée est due en totalité) : 13.05€

Au-delà, chaque semaine supplémentaire, par semaine et tranche de 10m² (toute semaine commencée est due en totalité) : 15.90€

Les recettes liées à la perception de ces droits de voirie seront encaissées sur le compte FIN/7343/ONV.

Montants des droits de voirie

Surface totale de l'emplacement occupé: 10m² qui correspondent à 1 tranche de 10 m² pour la période du 2 octobre 2023, 8h00, au 3 novembre 2023, 18h00 ;

Coût total en euros de l'occupation du Domaine Public : 76.45€ sur la base du détail ci-après.

A : Droit fixe.	Surface occupée (en m ²).	Nombre de tranche(s) de 10m ² correspondant à l'occupation.	B: Semaines d'occupation S240 et S41 (2023) (10.35€/semaine/tranche de 10m ² .)	Coût redevance occupation du domaine public routier : A+B
16.60€	10	1	2*1*10.35€=20.70€	37.30€
A : Droit fixe.	Surface occupée (en m ²).	Nombre de tranche(s) de 10m ² correspondant à l'occupation.	C: Semaines d'occupation S42 à S44 (2023) (13.05€/semaine/tranche de 10m ²)	Coût redevance occupation du domaine public routier : A+C
00.00€	10	1	3* 1*13.05€= 39.15€	39.15€
			Total :	76.45€

Article 5 - Responsabilité

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée. Son titulaire est responsable, tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de son occupation du domaine public telle que mentionnée à l'article 1 du présent arrêté. A charge pour lui de veiller à la bonne mise en place de la signalisation réglementaire.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais inhérents à cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 6 - Validité et renouvellement de l'arrêté. Remise en état des lieux

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée, à tout moment, pour des raisons de gestion de voirie sans qu'ils puissent résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.


En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, un procès-verbal sera dressé à son encontre. La remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Article 7 – Recours

En application des articles R. 421-1 à R. 421-7 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Grenoble, dans un délai de 2 mois à compter de sa notification ou de son affichage. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de son auteur, dans un délai de 2 mois à compter de sa notification ou de son affichage. Dans ce cas, le délai de recours contentieux est repoussé de deux mois supplémentaires à compter d'une nouvelle décision de l'administration.

Fait à Sassenage, le 22 septembre 2023.

Par délégué,
Le conseiller délégué
au Patrimoine, aux Bâtiments, aux Travaux et
Mobilités,
Hervé Madinier



Notifié le : 22 SEP. 2023

